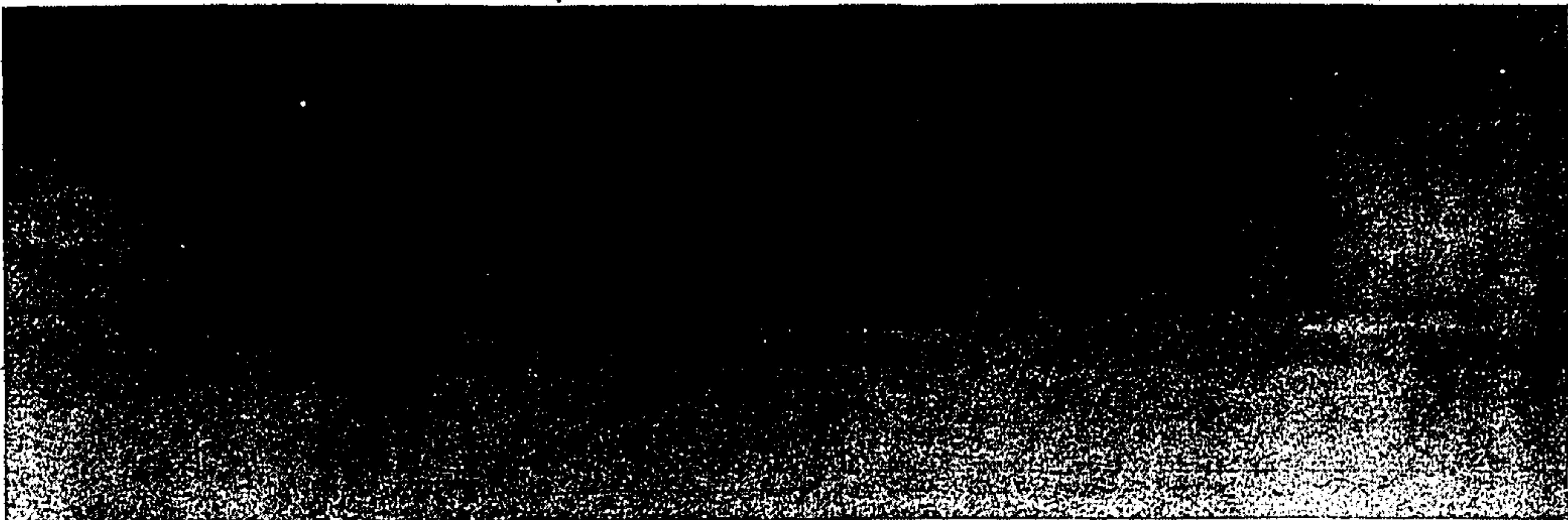




VOLUME 4 · NUMERO 3

SOMMAIRE

éditorial.....	2
Forum.....	3
la bibliothèque assiégée.....	4
c'est le temps.....	5
le règlement XVII: la politique de l'assimilation.....	6
compte-rendu.....	7
de l'encre.....	8-9
le besoin pour une politique alimentaire et de mise en réserve au niveau global	10
échos du <u>Calumet</u>	11
photo - commentaire.....	12

le 31 JANVIER 1976



(photo: Claude Perreault)

La conscientisation, élément essentiel à la réalisation de l'objectif de notre épanouissement comme collectivité, est le rôle premier d'un journal étudiant francophone à l'Université Laurentienne. Etablir un contact entre individus dans une situation d'aliénation, tel est le défi ultime que doit relever REACTION. Il s'agit de déterminer les traits uniques de cette collectivité, afin d'y fonder une idéologie, provocatrice ou autre, mais qui deviendra le véhicule de notre désir commun de survie. Canaliser l'énergie pour en faire une redistribution, sur nos pages d'abord et dans des structures ensuite, voilà ce qui justifie l'existence de ce journal.

MAIS NOUS NE POUVONS TOUT FAIRE TOUT SEULS.

LA TÂCHE EST TROP GRANDE, LA SITUATION TROP CRITIQUE, POUR QU'ON LA CONFIE À UNE POIGNÉE D'ÉTUDIANTS MALHEUREUSEMENT INCAPABLES.

VOUS VOUS CONNAISSEZ BIEN, VOUS QUI SERIEZ EN MESURE DE FOURNIR L'ESSENTIEL, VOTRE COMPÉTENCE SCIENTIFIQUE, VOTRE CONNAISSANCE DES STRUCTURES, POUR BÂTIR LE FOND DE CONNAISSANCES ET DE CONSCIENCE NÉCESSAIRE À UN ENGAGEMENT RADICAL ET MASSIF.

C'EST VOUS QUI LAISSEZ MOURRIR LE FAIT EN DEMEURANT ABSENTS DU VÉRITABLE ENGAGEMENT À ENTREPRENDRE.

C'EST DE VOUS SURTOUT QUE DEVRAIT PROVENIR LA RÉACTION.
NOTRE COLLECTIVITÉ SE MEURT À VOUS ATTENDRE.

Normand Renaud
au nom des étudiants francophones

F



OPINIONS DES LECTEURS

FORUM

Au nouveau pays: le Québec

Bonjour chez Nous!

Je viens, comme des milliers de gens, d'entendre le discours de René Lévesque le ministre du Québec, devant le club économique à New York. Dans toute sa simplicité René Lévesque s'est tenu la tête droite devant la haute finance; il déclara qu'il n'y aura pas de nationalisation sauf dans le domaine de l'amiante, qu'il ne ferme pas la porte aux investissements étrangers car il est conscient de l'interdépendance des nations. Il faut dire que René Lévesque cherche à rassurer les investisseurs américains comme l'ont fait

les autres premiers ministres mais à la différence que le Québec vit son interdépendance sous forme d'échange et non de quête dominicale. Il est temps que les gens comprennent qu'un régime socio-démocrate ce n'est pas la guillotine mais plutôt un style de vie basé sur le respect, l'honneur, la fierté d'une identité propre et tant d'autres choses qu'aucun argent peut acheter.

Et ceci est valable partout dans le monde.

GRAZYNKA

Cette lettre se veut un témoignage d'appréciation et de félicitations pour le travail accompli depuis le début janvier. La parution du journal REACTION le 18 janvier montre bien que les efforts et les heures de travail n'ont pas été négligés pour mener à bien une entreprise qui se trouvait dans une situation pour le moins difficile. Les difficultés auxquelles tu avais à faire face ne se reflètent certainement pas dans le numéro que toi et ton équipe avez réussi à produire. Vous êtes parti dans la bonne direction et je suis convaincu que REACTION, sous ta direction et avec l'effort soutenu de ton équipe, deviendra un journal dont la population francophone de l'Université Laurentienne pourra être fière.

Je voudrais en même temps solliciter l'appui de la population francophone en général. Que ce soit en écrivant des articles, en se chargeant de recueillir les articles, en donnant quelques heures pour la préparation, tout sera apprécié et ne fera que contribuer au bon fonctionnement et à l'amélioration de cet outil indispensable.

En terminant, je veux t'assurer, à toi et à ton équipe, de mon support personnel au niveau où tu le jugeras utile. Bravo pour l'excellent travail et ne lâche pas.

Jean-Claude Perreault

La SÉPARATION: TERME INEVITABLE DE NOTRE HISTOIRE

Après la conquête du Canada par les Anglais en 1760, ceux-ci voulurent garder les colons vaincus chez eux, plutôt que les déporter une deuxième fois ou de les massacrer, comme ils l'avaient fait durant les années quarante du dix-huitième siècle pour plusieurs Irlandais et Ecossais catholiques.

Les Anglais décidèrent à contre-cœur de garder les Français parce qu'ils avaient deux raisons principales de les avoir au Canada à ce temps-là. La première, c'est que la déportation de plus de 75,000 Français aurait été très coûteuse. La deuxième c'est qu'au point de vue économique c'était profitable d'avoir les Français ici puisqu'ils assuraient au tout début du nouveau régime la bonne démarche du commerce de la fourrure et la navigation sur le St-Laurent.

Murray et Carleton, gouverneurs du Québec après le traité de Paris, étaient tous deux confiants qu'en donnant la plupart des choses que les Canadiens-français demanderaient ceux-ci s'assimileraient. Mais non! Malheureusement pour les Canadiens-anglais, les Canadiens-français, ceux du Québec surtout, se sont accrochés à leur religion et leur langue. L'assimilation ne s'est faite que partiellement au Québec.

Avec l'idée de réunir le Canada d'un océan à l'autre et avec la peur des Américains de venir attaquer le Canada, les Canadiens décidèrent (et en vitesse!) de se forger une constitution plutôt mal rédigée (puisque aujourd'hui les

Canadiens veulent la changer), et et ils fondèrent un état fédéraliste. Avec la Confédération le Canada devenait un pays théoriquement bilingue d'un océan à l'autre. (A remarquer que l'entrée du Québec dans la Confédération s'est faite sans référendum)

Les Canadiens-anglais voulaient coloniser l'Ouest. Ils rencontrèrent quelques petites difficultés au Manitoba et au Saskatchewan, ils se débarassèrent de seulement 10,000 métis de langue française avec leur année et fit pendre Riel avec un jury de six Canadiens anglais. Pour les anglophones, l'idée d'avoir des gens de langue française à l'ouest et à l'est de leur province leur faisait peur.

L'indifférence des Canadiens anglais à l'égard des besoins des francophones s'amplifiait à chaque année. Au Manitoba, en 1891, on abolit le système des écoles séparées et on fait de l'Anglais la seule langue de travail. Chose à remarquer alors qu'en 1871 on comptait 10,000 francophones, on leur enlève le droit de s'éduquer dans leur religion et leur langue.

Il n'y aurait qu'à aller fouiller dans les archives gouvernementales pour trouver une foule d'injustices faites à l'égard des francophones depuis la Confédération (et même avant). En 1927, on enlève le Labrador au Québec. Bien que ce morceau de terre appartient aux Québécois, Terre-Neuve en avait plus besoin qu'eux pour remonter leur économie. Disent les Terre-Neuviens: "Nous ne faisons que

vous l'emprunter indéfiniment". Qu'est-ce que les Ontariens diraient si le Québec prendrait tout le contrôle du Nord de l'Ontario sous prétexte que les Québécois en ont plus besoin qu'eux?

Il faut se rendre à l'évidence que les besoins des "Canadiens" ont été satisfaits pour la plupart du temps dans l'intérêt anglophone. Et s'il est devenu plausible de considérer la séparation au Québec c'est parce que ceux-ci veulent enfin satisfaire à leurs besoins et non de continuer à satisfaire des gens qui pour la plupart sont indifférents à leur égard. Il serait illogique (à moins que le gouvernement fédéral fasse quelque chose d'extraordinaire pour la cause francophone d'ici au référendum) que les Canadiens français du Québec votent contre le séparatisme.

Le retrait du Québec ne signifierait pas la fin de l'Amérique du Nord pour les Canadiens mais un nouveau voisin québécois à caractère francophone qui se suffirait à lui-même, et dont les besoins francophones seraient bien remplis, chose que le gouvernement fédéral a très négligé depuis la Confédération.

Au cours des deux siècles qui suivirent la conquête, l'un des deux groupes a abusé du respect de l'autre et a resté indifférent à l'égard de ses besoins. Il est donc impossible que deux mondes ayant chacun leur propre philosophie et aspirant à des besoins différents puissent vivre dans une harmonie. On en a la preuve.

Donald THIBAUT

le 31 janvier-3

Vendredi, le 21 janvier, environ vingt-cinq étudiants protestaient contre la récente décision de réduire les heures d'ouverture de la bibliothèque universitaire. Le groupe, qui comprenait des anglophones et des francophones, demeura assis aux tables de l'aile est du rez-de-chaussée pendant les 30 minutes qui suivirent l'heure de fermeture prévue. Un porte-parole officieux expliqua au personnel de la bibliothèque que les étudiants ne respecteraient pas les nouvelles directives du comité administratif pour la bibliothèque. Celui-ci invoque des raisons d'ordre budgétaire pour justifier la réduction du nombre d'heures où la bibliothèque est disponible aux étudiants.

Les étudiants exigent que la bibliothèque s'acquitte de sa responsabilité académique envers les étudiants et envers la communauté sudburoise en demeurant ouverte le plus possible, même au prix de quelques dollars de salaire que l'on accorde aux étudiants qui y travaillent. Ils soutiennent qu'un projet-pilote qui fixaient des heures d'ouverture plus longues n'a pas été bien publié et que par conséquent l'administration n'est pas justifiée lorsqu'elle prétend que personne n'utiliserait la bibliothèque durant les heures qu'ils veulent abrégées. Selon eux la grande importance d'une bibliothèque dans un contexte universitaire nécessite qu'elle demeure accessible, pendant la plus grande période possible, n'importe comment faible est la proportion des étudiants sérieux qui sauraient en profiter.

Encore une fois l'administration s'est permise d'agir à mauvais escient, c'est-à-dire selon les seuls critères du bon fonctionnement bureaucratique. Dans ce climat de soumission silencieuse et absolue qui caractérise cette université, les administrateurs oublient trop facilement que leur devoir n'est pas de répondre à un idéal d'efficacité ou d'économie mais plutôt de s'assurer que la structure d'administrative reflète la volonté de la communauté universitaire et qu'elle réponde fidèlement à ses besoins. Cet incident, bien que mineur, illustre clairement l'attitude d'une administration qui se sent nullement obligée de respecter les désirs de la population qu'elle dessert.

Il va sans dire qu'on arriva à cette décision la part du comité pour la bibliothèque en respectant fidèlement la modalité décisionnelle du parlementarisme. Grâce à cette institution qu'est le "comité" chez-nous, l'administration réussit à créer et soutenir une rassurante impression de représentation populaire dans le processus de décisionnel. Face à cet incident de contestation, il devient évident qu'une politique élaborée au sein d'un comité où les étudiants sont représentés n'est pas plus représentative de la volonté des étudiants que si elle avait été élaborée unilatéralement par un seul bureaucrate. Comment expliquer autrement que l'opposition qu'on a montée durant des débats du comité n'aie pas été suffisante à elle seule pour influencer la politique des autorités administratives? Ni l'opposition dans le comité, ni la réception d'une pétition qui témoignait de l'opposition de l'ensemble des étudiants face à cette décision ne fut suffisante pour obtenir de l'administration le respect du désir des étudiants plutôt que de leur désir d'économie. Seule la

contestation a pu assurer l'expression véritable et vigoureuse de la volonté des étudiants devant l'administration. En refusant de tenir compte d'une décision qui leur paraît inacceptable, en refusant de respecter une structure décisionnelle si manifestement insoumise à toute influence populaire véritable, vingt-cinq étudiants pourront commander le respect de la volonté populaire chez des bureaucrates qui préfèreraient l'ignorer.

Un petit groupe qui décide de se faire garant des intérêts de l'ensemble de leurs confrères, exerce la puissance qui provient du respect d'une cause juste.

Il est grand temps que les engagés à la cause francophone démystifient cet artifice qu'est le parlementarisme, cette tromperie qu'est la représentation sur les divers comités qui effritent notre présence dans cette université, cette illusion d'influence que nous brandissons devant chaque nouvelle menace d'une administration vouée à l'extermination de notre ethnie. Le patron d'action qui nous donnerait un véritable pouvoir et une véritable emprise sur notre destinée est si simple qu'il se dégage d'un seul incident aussi banal que celui qui a inspiré cette réflexion. Pour obtenir le respect d'une cause devant l'administration de cette université, il n'a pas fallu le mériter mais l'imposer. Il a fallu cesser de respecter la structure décisionnelle d'une bureaucratie inflexible et de maintenir notre position comme si elle n'avait rien décidé. Le fait irréfutable de la décadence de la présence francophone sur ce campus depuis les dix premières années ne nous permet plus de continuer de remettre notre sort au bon gré des multiples comités ou toute énergie se dépense dans un jeu qui s'avère futile. Il y a longtemps que nous aurions dû les regrouper nos effectifs dans une structure décisionnelle qui rallierait tous les engagés à la cause, professeurs, étudiants et administrateurs francophone, dans un noyau contestataire, solidaire et radical.

A quoi cela peut-il servir d'aller quêter démocratiquement un mandat pour justifier chacun de nos plans d'avenir quand, d'une part, la rédaction de la masse des étudiants francophones ne fait que décourager, les dévoués et que d'autre part un tel mandat ne compromet en rien ce pouvoir administratif. Il est temps, que nous envisagions l'atteinte d'un pouvoir véritable et que nous cessions d'envisager notre avenir dans le cadre d'une structure décisionnelle qui nous est étrangère et opprimante.

Au nom de l'ensemble des étudiants francophones de l'université Laurentienne, **REACTION** ouvre grandes ses pages à un **débat capital**: quelle action devons-nous entreprendre pour accaparer le pouvoir décisionnel véritable qui est indispensable à la survie de la francophonie à la Laurentienne? On espère particulièrement que les professeurs et administrateurs qui s'y connaissent en matière de la politique interne de cette institution encourageront un journal étudiant qui s'efforce de maintenir une posture de critique sérieuse en se prononçant, (anonymement s'il le faut) sur cette question.

Normand Renaud

OUF!

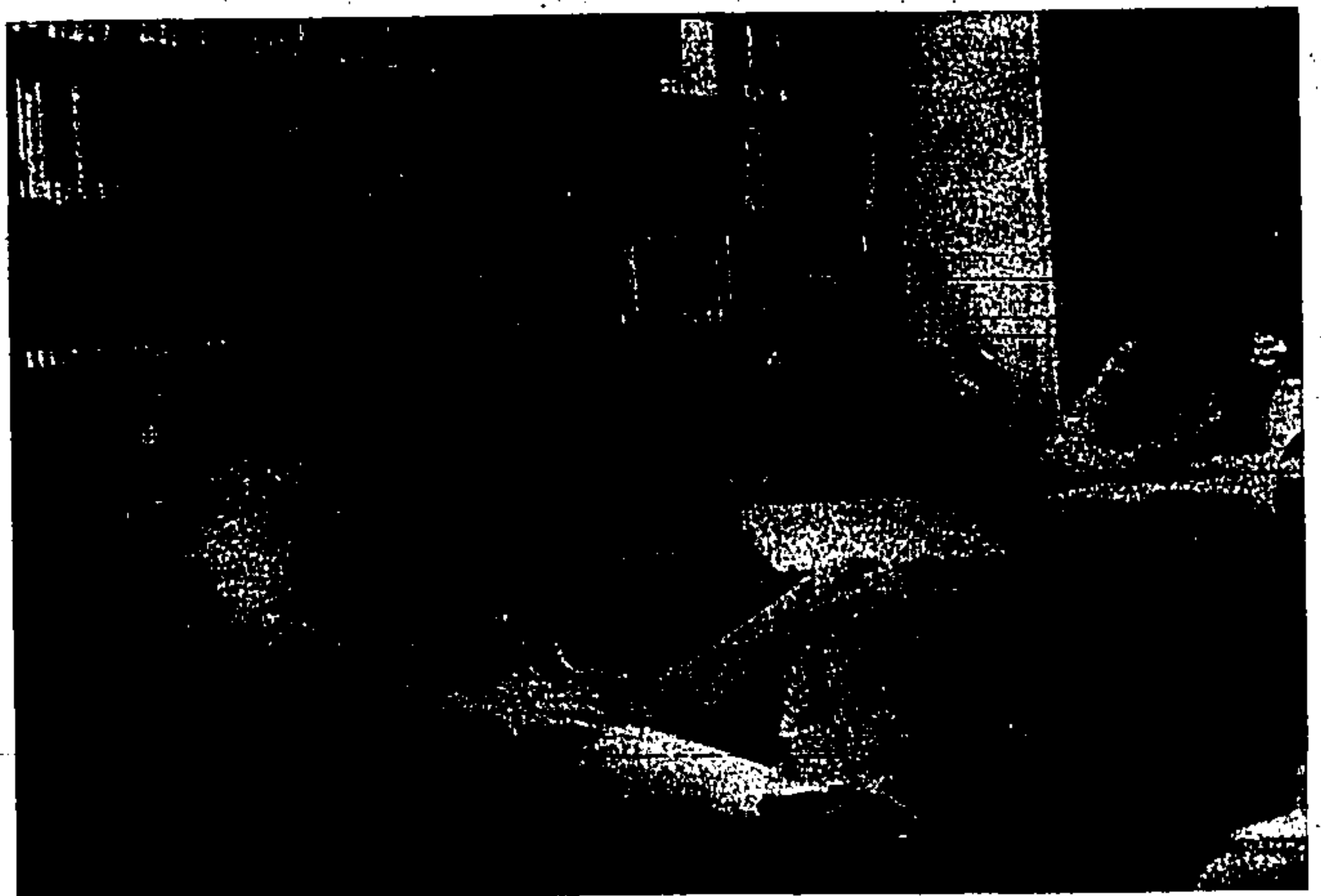
Vous sentez-vous fatigués... étouffés?
palotte sur les bords...
arrondis sur les coins...
avec des livres en trop... à la mauvaise place?

TRAITEMENT A SUIVRE

Badminton - Ballon panier: 17h00 à 19h00
Ballon volant: 19h00 à 21h00
Hockey salon: 21h00 à 23h00

CENTRE DE TRAITEMENT

Gymnase de l'Ecole des Sciences de l'Education à
votre disposition tous les mardis soirs.
Présentez-vous la fraise.



(photo: Claude Perreault)

Photo d'un moment tout particulièrement intense du "siège" de la bibliothèque. Est-ce que ça fait tellement peur?

C'EST LE TEMPS !

La lutte contre la hausse des frais de scolarité possède son histoire. Elle débute avec la publication du rapport Henderson en novembre 1975. Ce rapport prévoyait une augmentation des frais de scolarité.

Depuis le rapport Henderson, les étudiants étrangers ont connu une augmentation sensible au niveau de leurs frais de scolarité. De plus, le jeudi 25 novembre 1976, le ministre des Collèges et Universités, Harry C. Parrot, nous annonçait cent dollars d'augmentation aux Universités et soixante-quinze dollars aux Collèges Communautaires.

Derrière ces informations se profile le spectre de nouvelles hausses dans les prochaines années. Il ne faut pas croire que la hausse de \$100.00 est la seule prévue. Il y en a d'autres à l'horizon.

"Quels sont les effets de cette hausse?"

"Sur le plan pratique, cette hausse met dans l'embarras de nombreux étudiants canadiens et étrangers. Il ne faut pas croire que tous les étudiants jouissent de conditions matérielles identiques. Certains iront se reposer en Floride pendant que d'autres travailleront pour renflouer leur budget; d'autres vivent dans une chambre alors que d'autres vivent dans de grands appartements; certains vivent sans souci financier alors que d'autres luttent pour joindre les deux bouts."

"Il est difficile de fermer les yeux sur ces inégalités et devant la hausse des frais de scolarité. Il est légitime de poser la question suivante: les étudiants ayant déjà des difficultés financières pourront-ils supporter ce nouveau fardeau?"

"La réponse est non. Cent dollars n'est pas une grosse somme d'argent en soit mais quand elle vient s'ajouter à tout le reste, elle crée un impact certain au niveau des budgets individuels."

"Devant les effets négatifs que cette mesure entraîne, nous faisons appel à la solidarité du monde étudiant. Nous demandons à tous les étudiants de participer à la lutte. Derrière la hausse des frais de scolarité plusieurs principes auxquels nous croyons tous sont en jeu."

"D'une part nous croyons que le principe suivant: droit à l'éducation universitaire, est sérieusement mis en cause par la hausse actuelle des frais de scolarité. Les frais de scolarité sont un frein à l'accession à l'éducation post-secondaire. Il faut être riche ou innocent pour ignorer que les prix constituent une barrière réelle qui contrôlent l'accès à certains produits. Le prix que l'on est en train d'établir pour l'obtention d'un diplôme est le prix que seuls, dans un avenir

rapproché, les riches pourront se payer. Dans ces conditions, le droit à l'éducation est un droit formel que seule une minorité peut exercer. Quand à ceux qui n'ont pas d'argent... ils devront se contenter de miettes. Est-ce vraiment de ce type de partage dont nous rêvons?"

"D'autre part, nous croyons que le principe suivant: égalité des chances, est aussi en cause. La hausse des frais de scolarité vient se greffer aux inégalités de fortune que nous remarquons dans le monde étudiant. En s'actualisant elle vient accentuer le fossé entre les étudiants riches et les autres. Cette mesure compromet sérieusement les chances de l'étudiant pauvre d'accéder à l'université."

"Devant l'évidente négation de ces principes nous faisons appel au bon sens de la masse étudiante, à son désir d'égalité et de justice pour contrer les mesures gouvernementales."

Attitudes à adopter

"Devant la hausse des frais de scolarité, il est possible d'adopter plusieurs attitudes. Il est possible d'être indifférent à cette mesure et payer sans rempéter la somme exigée. Cette attitude a l'avantage d'encourager le gouvernement à décréter des hausses quand bon lui semble. Il se servirait de l'apathie des étudiants pour couvrir ses insuffisances et ses erreurs administratives."

On peut aussi s'opposer théoriquement à cette mesure et en pratique la satisfaire. Exemple: l'étudiant paye cette hausse en maudissant le gouvernement. On voit bien que cette attitude contradictoire aboutirait au même résultat que la précédente.

"Une autre attitude consisterait à refuser catégoriquement cette mesure et à poser les gestes qu'un tel refus entraîne. Mais qui est prêt à affronter le gouvernement? Qui est prêt à dire non à l'administration?"

La recommandation de l'Association des Etudiants Francophones

Avant tout, il est essentiel que le gouvernement revise sa position. Dans la conjoncture économique actuelle, toutes les hausses sont intolérables et injustes. Jusqu'à ce jour les étudiants ont été impuissants à la montée des prix. Le livre, le logement, la nourriture, le vêtement, tout coûte plus cher. Les prix nous ont bousculés, et nous n'avons pas pu agir. L'augmentation des frais de scolarité est à notre portée. Ce prix-là, nous pouvons le modifier si nous y mettons le poids d'une action collective.

L'Association des Etudiants Francophones lors de sa dernière réunion

régulière a accepté la recommandation. "Que la journée du 10 février 1977 soit déclarée journée de Boycottage (boycottage des cours, de l'administration et de tout service représentatif de cette mauvaise politique gouvernementale)".

Par ce geste il est prévu que le gouvernement revisera ses politiques rétrogrades et injustes.

Il est temps d'agir!

La solidarité étudiante est d'ailleurs plus solide qu'un gouvernement minoritaire.

On a rien à perdre et tout à gagner.

Normand Rainville

(Cet article a repris les grandes lignes d'un article qui a paru dans La Rotonde du mercredi 15 décembre 1976 - Ottawa).

FRAN 3362: la réaction ne fait souffrir personne

La contestation, incident effrayant et répugnant pour ceux qui n'y connaissent que le préjugé de l'idéologie autoritaire, semble se dérouler dans l'ordre et le calme des plus rassurants pour les étudiants du cours FRAN 3362. On peut imaginer l'appréhension de ceux-ci devant cette action qu'ils entreprennent sans pouvoir prévoir les conséquences malheureuses qui pouvaient en résulter. Il paraît cependant que la démarche telle que menée par le Département de français assure le plus grand respect des positions prises par les parties en cause. Jusqu'ici, les étudiants n'ont eu raison de regretter leur initiative. Leur expérience servira à démystifier les procédures de contestation légitimes qui existent dans chaque département et chaque école du campus.

Les étudiants du cours FRAN 3362 initièrent leur contestation en rédigeant un document qui énonçait de façon formelle les aspects du cours qui suscitaient leur insatisfaction. Cette liste de griefs fut soumise au chef du Département de Français et des copies furent distribuées aux autorités et aux personnes intéressées. Présentement les structures officielles du Département interviennent et l'affaire devient une question de procédure établie. Le chef du département accusa la réception du document auprès du professeur concerné, et l'informa que le département entreprendrait sous peu l'enquête qui éclairerait toute cette question.

Bien que les étudiants ne s'étaient pas soumis à l'examen final prévu pour ce cours, leur note demeure "incomplète". Un comité de révision formé par les membres de l'exécutif du Département de Français se chargera de déterminer la note finale

(suite: p. 11)

le 31 janvier-5

Le règlement XVII: la politique de l'assimilation

1890 - Queen's Park, Toronto. Une résolution vient d'être adoptée à l'assemblée législative du gouvernement ontarien. L'anglais sera la seule langue utilisée dans l'enseignement des écoles en Ontario, sauf au cas où l'étudiant ne comprend pas cette langue. Grâce à cette dernière clause, les francophones peuvent, en déclarant ne pas parler l'anglais, recevoir leur éducation dans les écoles francophones. Cependant, ce n'est que le premier pas anglophone vers une tentative d'écrasement de la culture française.

1909 - Michael F. Fallon est nommé évêque de London, Ontario. De descendance Irlandaise souffrant peut-être de francophobie ce personnage semble s'être permis de faire tout en son pouvoir afin de détruire la force française qu'il croyait une menace à la survie des écoles élémentaires anglaises catholiques. De nature autoritaire - Robert Choquette affirme que Fallon avait toutes les qualités d'un dictateur - le cher représentant de la foi anglaise travaillera toute sa vie à nous faire autant de dommage qu'il pouvait.

1912 - Règlement XVII présenté à l'assemblée législative à Queen's Park. D'après ce projet de loi, qui est adopté l'année suivante, toute éducation française est interdite dans les écoles de l'Ontario.

Les dates mentionnées ci-haut représentent des étapes importantes du mouvement qui avait pour but ultime l'anéantissement de notre francophonie ontarienne. L'attaque systématique, débutée par une négation du droit fondamental de développer notre langue, tendait à abolir notre esprit francophone.

L'assimilation dont nous sommes victimes n'est pas le résultat d'une insouciance culturelle de notre part mais bien le fait de pressions extérieures, celles des anglais qui respectent peu notre identité et notre désir de vivre notre vie selon notre coutume française. Le règlement XVII est un exemple flagrant de cette irrespectueuse attitude dont le pouvoir anglophone fait suivre à notre égard.

Je disais donc qu'en 1912-13, on adopte le règlement XVII afin d'empêcher l'enseignant en français en Ontario. Les commissions scolaires étaient remplacées par des comités gouvernementaux ayant en tête un intendant anglophone qui surveillait l'application du règlement dans les écoles anglaises et un autre directeur francophone qui lui voyait à ce que la loi XVII soit appliquée dans les écoles autrefois françaises. Cependant afin de s'assurer que le directeur francophone ne laisse pas passer de cas spéciaux l'anglophone avait un pouvoir supplémentaire qui permettait de renverser les décisions de son collègue si il n'était pas satisfait. Que pouvait faire les francophones devant une telle attaque de front?

6-REACTION

Ceux qui ne se soumettaient pas aux règlements se voyaient coupés de toute aide financière du gouvernement. Tel fut le cas de la commission scolaire d'Ottawa à ce temps forteresse francophone en Ontario, qui refusa de céder sa place aux comités gouvernementaux. Dépouillés d'aide financière, elle n'a pu continuer très longtemps, pareille manoeuvre.

Malgré la pression de l'Association canadienne-française d'Éducation de l'Ontario (l'ACFEO), le gouvernement continuait sa politique discriminatoire, aidés par le haut-clergé qui, profitant de la nomination d'évêques anglais, dans des diocèses à majorité francophone, pouvait tenir les gens (bons chrétiens qu'ils étaient) dans un état de passivité relativement stable. On tentait d'implanter chez les franco-ontariens l'idée que celui-ci serait mieux socialement s'ils s'anglicisaient, et que le groupe de protestataires ne pouvait représenter une opinion générale. Cependant les dirigeants anglais se tromperaient à ce sujet. Non seulement avaient-ils certaines organisations francophones telles l'ACFEO qui combattait en faveur du français mais, ce qui n'est peut-être pas écrit dans les livres d'histoire, c'est que dans plusieurs écoles autrefois françaises on continuait clandestinement à enseigner en français.

Grâce à l'intérêt de ce groupe francophone, le règlement XVII ne dura que quinze ans. Mais quel ravage fut fait pendant ces années! Un nombre inconnu de francophones acceptèrent la loi et se laissèrent assimiler afin de pouvoir survivre. La conception de l'anglais comme être supérieur s'établissait, à tort, dans la conception sociale du franco-ontarien. Même si le règlement XVII, aboli en 1927, n'existe plus, la répercussion d'une telle sauvagerie se fait encore sentir. Le francophone ne se sent pas à l'aise en Ontario. Pourtant c'est lui qui en premier lieu l'avait colonisé. Il accepte l'explication que lui donne les autorités (anglaises pour la plupart) et qui veut que l'assimilation dont il est victime n'est le résultat que de sa propre indifférence.

Eh bien c'est faux. Comment un peuple peut-il espérer survivre quand un droit fondamental lui est premièrement enlevé, et ensuite, remis mais accompagné d'un sentiment d'infériorité qualitative de sa quantité numérique moindre. Nous ne sommes pas des étrangers dans ce pays, il nous appartient autant qu'aux anglais et nous avons le droit, nous devons agir à notre façon. N'ayons pas peur de fâcher les gens en imposant le respect de notre identité. Car ce qui fâche le plus un intolérant c'est de constater que l'autre a raison. Nous possédons un droit fondamental: celui d'être français au Canada.

Cependant les dirigeants de cette province (et je ne parle pas seulement de politiciens) s'acharnent à faire en sorte que ce droit devienne effacé de la réalité. On nous assimile jour après jour. Ça ne doit pas durer!

Jean-Yves CAYEN

COMMENT CA VA?

Sous cette rubrique, REACTION relatara les menus incidents du racisme et de l'aliénation qui ensoleillent la vie quotidienne des franco-ontariens.

Vous croyez que les francophones n'ont pas raison de vouloir évoluer dans des milieux sociaux à l'écart des anglais? Vous croyez que les francophones sont parfaitement acceptés par les anglais dans le contexte du vécu quotidien et des divertissements. Alors, vous ne lisez pas souvent les murs des toilettes du campus. Invariablement les commentaires qu'on y trouve témoignent de façon surprenante de la perception qu'ont les anglophones de leurs amis les FROGS. Grâce à eux on apprend le véritable portrait que les anglais se font de nous. Franchement ils sont impressionnés par notre bestialité!! (A vous d'imaginer les images et les expressions grossières nécessaires, ou mieux, aller vous même découvrir une perception toute nouvelle de vous-même). Peut-être est-il temps de réclamer des salles de toilettes francophones?

Mercredi, le 19 janvier, près d'une demi-heure complète s'est passée sans qu'on puisse entendre de français sur les ondes. Entre 11:00 et 11:30, la télévision de Radio-Canada avait au bon de présenter à son auditoire français une émission de l'ETO produite en anglais. Le poste de radio CFBR de sa part a fait tourner un choix splendide de chansons western anglaises. Le pire dans cette histoire c'est que personne n'a même remarqué de cette absence totale du français sur nos ondes. C'est bien ça l'aliénation.

REACTION tient à s'excuser formellement auprès de cette partie de la clientèle du PUB, qui doit emprunter la rue étudiante pour regagner leur résidence. (U.C.) Nous comprenons comment les affiches françaises sur notre porte d'entrée doivent être désagréables à vos yeux devenus si sensibles après tant d'heures d'obscurité et de fumée que vous appréciez tant chez La Passe. Lorsque vous avez déchiré notre première affiche, nous l'avons remplacée par une deuxième que nous trouvions un peu moins artistique, donc plus en mesure de vous plaire. Celle-ci a mérité vos plus solennels louanges: vous nous avez honoré de votre plus célèbre expression de grossièreté sexuelle. Enfin, nous l'avons remplacée par une troisième affiche que nous avons conçue d'un style beaucoup plus grotesque afin de paraître plus "anglais". Celle-ci demeure toujours garnie d'une énorme crotte de nez. . . (elle est très jolie d'ailleurs).

COMPTE RENDU:

N. B. Le texte qui suit est un compte rendu officiel fourni par l'A.E.F.

Troisième réunion de l'A.E.F.

Présents - membres

Jean-Claude Perreault	Alain Dupuis
Diane Bellavance	Robert Houle
Olga Beaulieu	Lola Dubé
Richard Théorêt	Pierre Raymond
Raymond Léger	Robert Mageau
Michel Dupuis	

Absent:

Jocelyne Germain

11 personnes présentes

1. Il est proposé par Normand Rainville et appuyé par Robert Houle que l'ordre du jour soit adopté.
-unanime

2. Le procès-verbal et le compte rendu du 10 et 18 janvier est adopté.

3. Questions découlant du procès-verbal:

a) Après la lecture d'une lettre de Lola Dubé, il est proposé par Jean-Claude Perreault et appuyé de Michel Dupuis que Lola Dubé assume la présidence du comité d'information:
-adopté

b) Présentation du bilan final de la fête de Noël par Robert Mageau.

La fête a coûté \$235.04.

c) Financement de l'A.E.F.

Proposé par Robert Mageau, appuyé par Normand Rainville - recommandant que le Comité du budget présente une étude de la question financière de l'A.E.F. (tenue des livres, affaires de banque ou caisse... statuts).

Les membres du comité sont:

Olga Beaulieu	Alain Dupuis
Normand Rainville	Robert Mageau

-adopté

4. Information:

a) Jean-Claude Perreault donne un bilan du voyage à Ottawa au colloque de la Fédération des Jeunes Canadiens Francophones hors Québec.

Jean-Claude attend un rapport officiel de la réunion qu'il partagera avec le comité dès que possible.

b) Rapport du Sénat (Richard Théoret)

Selon Richard l'A.E.F. devra présenter un bref à propos du budget et des programmes francophones.

c) Heures de bureau de l'A.E.F. - lundi au vendredi de 9:00 à 17:00 heures

mardi et jeudi - Jean-Claude Perreault

mercredi - Robert Houle 2:00 à 5:00 heures

vendredi - Lola Dubé 1:00 à 4:00

5. Rapports

a) Comité des relations extérieures

Robert Houle - président présente un rapport des activités de son comité. Il nous fait part des buts et objectifs du comité ainsi que l'objectif et les coûts approximatifs d'une des activités qu'il prévoit. A la prochaine réunion les détails seront plus précis.

b) Le comité des Statuts est en branle et prévoit la révision des statuts et de la constitution. Il espère avoir un rapport de prêt pour la mi-février.

6. Divers:

a) Face à l'augmentation des frais de scolarité prévue par le gouvernement ontarien, la Ontario Federation of Students et les divers conseils étudiants des universités ont présenté des pétitions (30,000 signatures) demandant au ministre des Collèges et Universités de réviser sa position. A date, le gouvernement ontarien n'a pas bougé; en fait il refuse de modifier sa politique. L'an prochain il y aura donc une augmentation de \$100 pour les étudiants des universités et de \$75 pour les étudiants des Collèges Communautaires.

Cette politique défavorisera avant tout les étudiants de classe moyenne et pauvres qui ont déjà de la difficulté à affronter l'inflation. De plus cette augmentation assurera aux étudiants ontariens les frais de scolarité les plus élevés des provinces canadiennes.

Devant ces politiques rétrogrades et injustes, il est essentiel pour tout étudiant qui se respecte, de faire front commun et d'exiger une révision de cette politique.

Nous RECOMMANDONS alors que la journée du 10 février 1977 soit déclarée journée de Boycottage (boycottage des cours de l'administration et de tout service représentatif de cette mauvaise politique gouvernementale.)

proposé par Normand Rainville
appuyé par Michel Dupuis

Vote: 6 pour 4 contre-
1 abstention

b) Avis de recommandation: raison:

Les cours et les programmes destinés aux Francophones.

Face au danger réel de coupures aux cours et aux programmes destinés aux étudiants de langue française de l'Université Laurentienne, nous recommandons:

Qu'un fond de défense des cours et des programmes français soit créé.

Objectif:

1- Ce fond de secours sera ou serait utilisé pour défendre par voix légale le ou les étudiants qui risquent ou risqueraient de ne pas pouvoir terminer leurs études dans la langue française à cause de pressions budgétaires ou de décisions administratives à l'Université Laurentienne.

2- De par sa charte l'Université Laurentienne, (Université bilingue) a un engagement vis-à-vis la communauté francophone qu'elle doit respecter. C'est cet engagement que nous entendons faire respecter, par voix légale.

c) Vu le voyage à Montréal organisé par le Département de Français, voyage culturel destiné aux intéressés de la culture française nous recommandons:

que l'A.E.F. accorde une subvention de \$300 au projet de voyage à Montréal.

proposé par: Diane Bellavance
appuyé par: Normand Rainville

Vote: 8 pour 1 contre
- adopté

d) Diane Bellavance annonce que le journal Hublot 75-76 retourne à l'A.E.F. le surplus financier se chiffant à \$264.70 approximativement.

7. Date et lieu de la prochaine réunion

le 7 février à cinq heures, le lieu sera déterminé dès que possible.

VIENS, ON VA SE LA COULER...

Il y aura une soirée récréative (party) le 11 février '77 à l'appartement J-14 de la Résidence des Étudiants Célibataires, avec de la musique francophone (c'est garanti) et anglophone (pour satisfaire tout le monde). Vu le budget assez restreint des organisatrices, tu es prié d'emmener tes propres rafraîchissements! Ce serait peut-être une occasion de mieux se connaître et de faire de nouvelles connaissances. L'heure d'ouverture et de fermeture ne dépendent que de toi. Le "party" ne sera pas complet si tu n'y es pas. "Viens nous voir, On t'attend, Y'a tellement longtemps qu'on s'est pas vu!"

Pauline, Jinette, Donna
Vicky et Isabelle.

le 31 janvier-7

CURIEUX,
POURTANT JE NE FAIS RIEN QUI NE SOIT INUTILE.
RIEN
NE ME SEMBLE JUSTE

-No. 05-251
Plain/Uni-

-prélude-

au printemps
quand la glace et l'eau ne font qu'un
et que l'oiseau noir aux triangles rouges sur
les épaules

en guise l'appartenance
revient
on doit redonner la vraie valeur
à la masse
et replanter les poteaux
d' clôture
l'hiver est là, l'été l'endure...
la gelée travaillait lorsque je dormais.

On devait autrefois traverser (du mieux qu'on
pouvait) sur le roc à fleur d'eau pour s'y
rendre (en haut de la côte: là où se trouvent les
piquets). Aujourd'hui, c'est plus vite (et beau-
coup plus pratique) y'a le pont. Le pont fut
construit pour une certaine cause naturelle.

la masse sonne lourd
pour celui qui n'a jamais écouté
le piquet.
qui se fait enfoncer dans
ma terre brune et molle
fait pâlir celui qui n'a jamais vu souffrir.

Après, hein, on s'en fout. C'est fait.
On retraverse le pont en bavant la gaieté.
Pourquoi resterais-je à l'arrière des autres afin
de pouvoir contempler leur travail féroce?

les poteaux d' clôture
là-haut
ne gémissaient plus
et je retournai les yeux vers le sentier
qui conduisait au pont.

je reviens sur mes pas
coupable
d'avoir écrasé là
quelques instants plus tôt
une sorte de bibitte dont je ne connaissais pas le nom

qu'importe
comme pour les piquets
d'ailleurs
c'était fait.

Néanmoins, je m'y connais. Je connais la façon de
tuer. Mais, ce qui est mûche, c'est de se sentir
coupable aussi bien avant qu'après.

j' pense à ça
à soir
en admirant mon steak
seul

-ça-

admirant cette tranche juteuse
qui me dévore à pleines dents

L'impact semblable de cette réalité me force, c'est
drôle à dire, à me formuler, ici-bas, l'image
du processus de l'évolution de notre espèce animale.
Cela choque, je le sais! De me dire autant juge
pour un tel engagement d'écriture en choquera,
j'en suis certain, bien d'autres pour, enfin,
en changer le ton de la voix de leur esprit ou
modifier, dans une certaine limite, leur respiration.

Fautive! telle qu'elle soit, j'en ai le droit.
Je suis optimiste, elle me viendra tôt ou tard.
La mort en sera le point final et tardif.

Dire qu'alors, y'a pas longtemps, les coups de
craie subsidiaient mon cerveau et j'attendais
comme un chien fidèle.

maudite
hostie

j' pense ça
à soir
en regardant les crevasses
de ma tranche de steak

quel cri
entendrez-vous
un soir d'avril
lors de la libération
d'un certain oiseau?

un cri
venant d'un endroit spécifique
que je suis le seul à connaître
s'élèvera vers un ciel
étoilé

il n'y aura pas de nuages
je l'ai voulu ainsi

et s'y joindra
comme pour séduire le paon et l'agneau
en un sens maintenant inconnu
à la plupart des humains
et...

*formant ainsi la plus belle cons-
tellation*

dont la terre entière
n'eut jamais témoignée

L.G.N.A.Y.B.R.

(J'écris ceci en attendant pourquoi. Assi, songeur dans
un temps et espace indéfinissable.)

- Note (a) verbe forgé ainsi pour ses qualités sonores
harmonieuses dans le contexte où
il est placé.
(b) du nom commun "subside" qui désigne une
aide prêtée, au sens figuré,
en vue d'un certain service.

(Réaction, Matin, quel journal!)

LES GRANDS FILMS

Jeudi 3 février

LUCKY LUKE

Le célèbre cowboy-pour-rue, dans un grand dessin
animé, entouré de ses fidèles ennemis: les Indiens,
les desperados, les Dalton, et l'ennui sous toutes ses
formes...

Une magnifique transposition à l'écran!



75 min.

ALEXANDRE

ET LA DENT DE CHAMEAU

C'était au temps de la guerre froide. Un petit garçon qui était âgé de trois ans eu l'honneur d'avoir la garde de la dent de chameau.

Le petit Alexandre était à peine conscient de ce qu'il lui arrivait, mais il l'était suffisamment pour reconnaître cet honneur. Il y avait aussi quelques vils profiteurs qui enviaient Alexandre et qui par des moyens non, moins vils cherchaient à s'emparer de la dent. Ça leur serait difficile car elle était sous bonne garde Alexandre avait plus d'un tour dans son sac.

Un jour, où Alexandre jouait derrière la maison de sable chaud et que le soleil pesait sur sa tête comme un chapeau de plomb, deux hommes grands comme la balançoire et laids comme des araignées s'avançaient vers le petit Alexandre. Celui de gauche lui dit "je te donne tout ce que tu voudras si tu me donnes la dent de chameau qu'on t'a confiée". Le second s'empressa de rajouter "Bonbons, jouets, de l'argent, un château, une autre dent de chameau, tout, quoi". Mais Alexandre continua de jouer dans le sable comme s'il n'avait pas entendu et pas vu.

Soudain Alexandre se mit à fouiller dans ses poches, et sans crier gare, en retira la dent de chameau, la brandit et dit:

"Chameau, chameau
Beau chameau
Ne te laisse pas monter sur le dos
C'est en plein le temps
Voici ta dent
Ces gens sont embarrassants
Débarasse moi s'en"

Aussitôt après ces mots, un gros nuage enveloppa les deux compères et les fit disparaître. "Une belle formule", se dit le petit Alexandre, "mais qu'est-ce qui arriverait si je donnais la dent de chameau?" Il ne chercha pas longtemps la réponse et continua à jouer dans le sable.

Quelques jours plus tard, alors qu'Alexandre s'amusait à tondre le gazon devant la maison avec sa petite tondeuse en plastique, une autre personne se présenta. Cette personne était là à regarder Alexandre sans mot dire et affichait un sourire invitant. "C'est peut-être une personne qui veut ma dent" pensa Alexandre. Et la personne effaça son sourire et fit un signe de la tête indiquant un non. Tout surpris, Alexandre lui demanda d'une façon audible "Pourquoi es-tu venu alors?" La personne afficha de nouveau son sourire et lentement avança son bras et ouvrit la main. Dans sa main, Alexandre fut étonné de voir qu'il avait une dent, une dent de chameau identique à celle dont il avait la garde. En faisant comme cette personne, Alexandre avança lentement son bras et ouvrit sa main. La dent dont il avait la garde apparut dans sa main et en même temps un étrange phénomène arriva. La personne et Alexandre se soulevèrent entre ciel et Terre et se mirent à voyager à une vitesse vertigineuse vers un pays inconnu.

Rendu à destination Alexandre se retrouva seul, la dent dans une main et tenant sa petite tondeuse dans l'autre, ne sachant trop où il était rendu. Il était au beau milieu d'une grande salle de bal où il n'y avait que deux bancs, un carré de sable et un carré de gazon grand comme celui qu'il y a en face de la maison où habite Alexandre. La personne à dent de chameau n'était pas là. Alexandre commençait à ne pas aimer ça. Il voulait revoir cette étrange personne. Il voulait lui demander quelques questions.

Le confiant Alexandre, en attendant le retour de la personne, prit sa tondeuse et commença à se promener sur le gazon. Soudain du fond de la pièce on entend un bruit de pas. Alexandre s'étira le plus qu'il put et essaya de regarder aussi loin que ses yeux lui permettaient. "Qui peut bien venir du fond de cette pièce. Rendu à distance respectable Alexandre put reconnaître cette personne qui n'avait pas encore dit mot, et qui l'avait amené en ce lieu étrange.

La personne essaya de dire quelque chose.
-Dis-moi? Que me veux-tu? demande Alexandre.

La personne essaya de nouveau.
-Pourquoi m'as-tu amené ici? insista Alexandre.

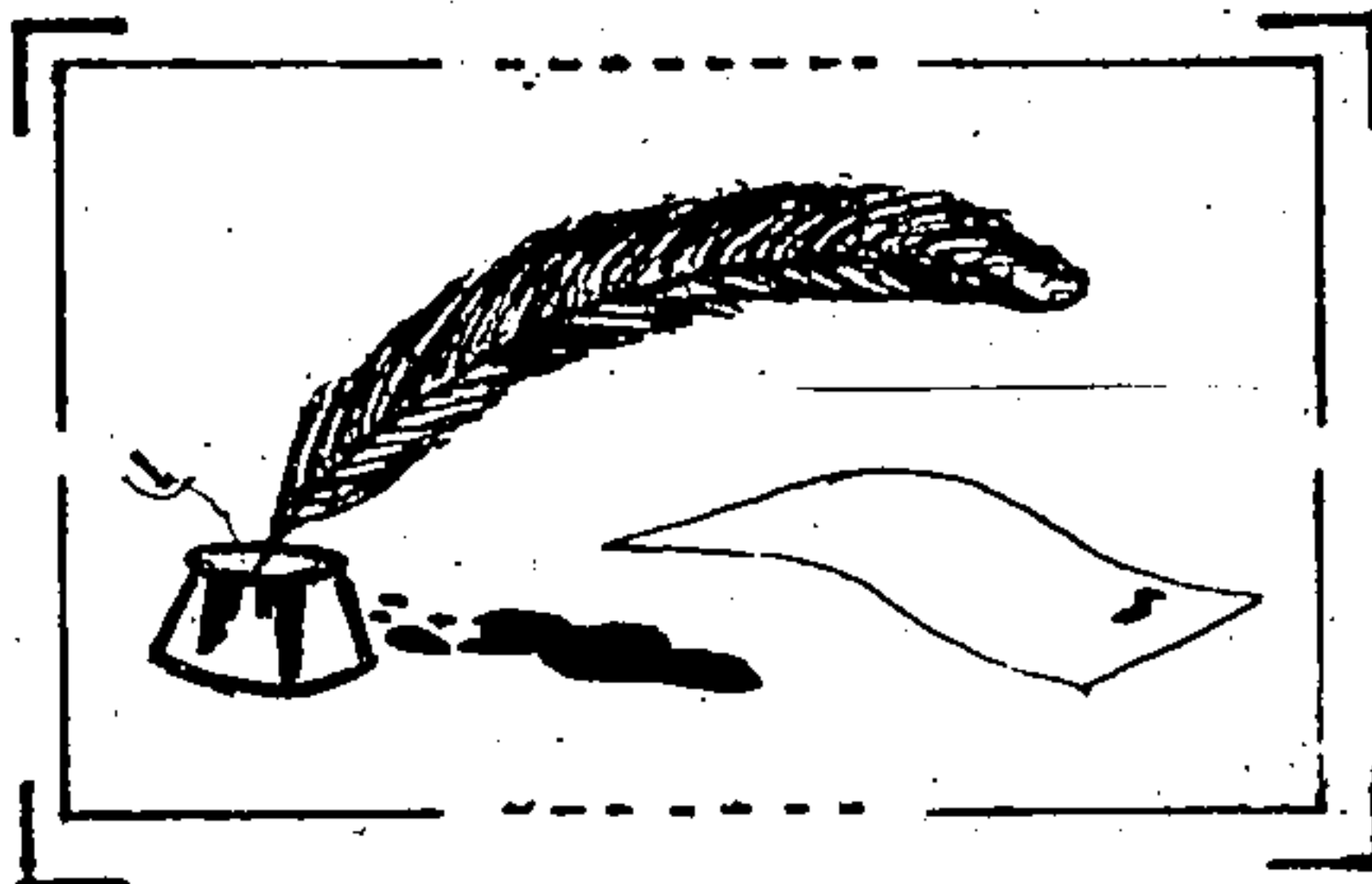
Avant même de pouvoir répondre aux questions la personne s'illumina, remplit la pièce d'une lumière bleutée et en disparaissant laissa, à sa place, la dent de chameau, qu'il avait montrée plus tôt.

En la regardant Alexandre pensa à ce qu'il avait dit quelques jours plus tôt lorsqu'il avait fait disparaître les deux compères. "Qu'est-ce qui pourrait arriver si je donnais la dent à quelqu'un?" C'est alors qu'en mémoire de la personne qu'il avait amené là, il déposa sa dent tout à côté de celle qui était restée à la place de la personne qui avait disparu.

Sans avoir le temps de se relever de son geste, il se retrouva à son point de départ, chez lui. Il se demanda ce qu'il faisait là à jouer dans le sable avec de petits crabes en plastique bleus et d'où venait ce sentiment de bien être qui l'avait envahi.

Philippe CAUCHY

TIRÉ DES CONTES DU CRABE



... J'ouvre la porte
A la complexité
D'une voix si forte
J'entends crier,
La curiosité ... dans l'infini

à Normand (virgule)
le philosophe. (point)

Se vider,
dans l'infini
Subit la sensibilité
Reçue l'orientation
Subit la culpabilité
Subit à la tentation,
Et le besoin de se vider... dans l'infini

Partager le partage
Voyager, sans voyage,
Déterminer, sans bagage
Je m'enfuis à être sage
Je suis dans une cage... dans l'infini

Se vider dans un vide,
S'accroupir à ne rien dire
C'est pire
Que n'aboutir
A ne dire,

rien... dans l'infini

Je ressents un rien
Je le définis comme un tout,
Je rassemble tous les liens,
Je viens.
Et, j'aboutis dans un trou... dans l'infini

Enfin, reçue la raison
Enfin, subit au besoin
Enfin, reçue la question
Enfin, subit au destin,
Enfin, la réponse est encore loin
... dans l'infini

l'inconnu.
dans l'infini

Jean-Guy... Bigeau

LE BESOIN POUR UNE POLITIQUE ALIMENTAIRE ET DE MISES EN RESERVE AU NIVEAU GLOBAL.

Vu le cartel arabe ré: le pétrole et les influences universelles que l'augmentation du prix de leur exportation majeure ont eues sur toute l'économie de la planète, il me semble que bientôt nous pourrions voir la même chose avec les producteurs de nos aliments: une vaste organisation de tous les éleveurs et les fermiers importants de la terre.

Mais pour expliquer comment cela pourrait arriver, je dresserai un scénario probable de ce qu'on pourrait voir.

Il y a quelques années déjà, les climatologues veulent nous avertir que nous aurons, dans un assez bref délai, des perturbations climatologiques graves qui auront des effets néfastes sur l'agriculture et l'élevage sur une étendue terrestre, ce qui amènerait une famine générale sur tout le globe. Car depuis 1970 A.D., nous avons quelques preuves assez révélatrices que tout le climat est bouleversé: les moussons irrégulières qu'ont subi le Bangladesh (ce qui a causé de graves inondations et des pertes de vie), la progression du Sahara en six pays africains, soit le Sahel, la sécheresse vue en Grande-Bretagne, etc... Et ce genre de choses deviendra de plus en plus courant, car comme les climatologues le voient, nous entrerons dans une période climatologique sévère. Car la pendule, qui était aux récoltes abondantes et records des années 1950 et 1960, revient: comme dans plusieurs autres choses, il existe des cycles climatologiques. Comme ces climatologues veulent nous avertir, mais l'Establishment refuse d'écouter, il est naturel qu'après la générosité incroyable de la Nature de 1950 à 1970 circa, cette dernière voudra se reposer: résultats: accalmies et désastres agricoles prévisibles.

Et si l'on pense aux prédictions qu'a fait Edgar Cayce (le plus grand psychique et le plus renommé de tous les talents, qui voyait l'Avenir via l'Akasha, un genre de microfilm du temps fluide et ininterrompu du passé, du présent et de l'avenir) ré: les soubresauts que subiront tous les climats globaux entre 1958 et 1998, on voudra essayer, en effet, commencer dès maintenant (et il se fait déjà tard), d'emmagasiner le surplus de blé, etc... des temps super-productifs pour les périodes de non-productivité agricoles. Cayce a prédit que l'orbite de la terre en changeant un peu créera des perturbations climatologiques: les régions tropicales se refroidiront, et les régions froides se réchaufferont. Deux faits scientifiquement connus (découvertes récentes) soutiennent ce que Cayce a entrevu:

1- la rotation de la terre est plus lente ou/et plus rapide (je ne me souviens plus lequel est juste!)

2- le Pôle nord a commencé à fondre tranquillement, mais sûrement.

Je pourrais aussi ajouter que durant la saison de Noël, 1976, la Floride a connu des températures inhabituellement froides dans les cinquante degrés Fahrenheit. Tout cela ne sert qu'à confirmer ce que Cayce dit.

Vu le fait que le climat change (et il changera plus rapidement, bientôt!), je crois qu'il est ABSOLUMENT NECESSAIRE, VOIRE URGENT, que tous les gouvernements,

10-REACTION

nationaux créent IMMEDIATEMENT une politique de "stockpiling" d'aliments de base, tels le blé, le lait, etc... pour éviter les famines imminentes prédites par les climatologues, les psychiques majeurs (Cayce, entre autres!) et la Bible.

Un autre élément qui s'ajoute à ce tableau est la probabilité certaine que les cataclysmes naturels (inondations, séismes, tsunamis, sécheresses, destructeurs: sauterelles, maladies bovines ou/et botaniques, etc...) deviendront, dans un avenir peu éloigné, de plus en plus fréquents, selon les prédictions de la Bible (l'Apocalypse de St-Jean fut écrit par l'ère atomique), de nombreux psychiques, dont Cayce. Ce dernier a prédit que nous verrons entre 1958 et 2000 A.D., la disparition de la Scandinavie, du Japon et beaucoup de destruction en Californie, sur la côte est de l'Amérique, en Amérique latine, et beaucoup de changements physiques dans l'Arctique et l'Antarctique, la région des Grands Lacs, etc...

Imaginez alors que des régions agricoles aussi indispensables que les Prairies agricoles ou les régions de l'Union soviétique seraient affectées négativement soient que certaines parties importantes disparaissent totalement, soit que les récoltes sont médiocres ou terriblement pauvres, etc...! Vous savez bien que de tels événements seraient catastrophiques, car la production des denrées alimentaires serait immédiatement à la baisse, et les prix de la nourriture augmenteraient géométriquement!

Il va sans dire que vue l'éventualité naturelle ou/et même probable d'un tel événement (souvenez-vous des sept années d'abondance et sept années de famine dans le temps du Joseph vétéro-testamentaire?), il faut avoir une politique élaborée de conservation des récoltes en surplus, au lieu de la laisser pourrir (le cabinet Trudeau et le peu de clairvoyance agricole où le blé pourrit au lieu d'être emmagasiné.)

Mais pour ce faire, je propose un nouveau genre de silo: un dépôt en forme de pyramide, car le "PYRAMID POWER" existe vraiment. Des expériences occultes et scientifiques ont prouvé que la conservation d'êtres organiques (des chats morts entrés dans la pyramide de Cheops n'étaient point le moins décomposés!) mis dans des pyramides construites selon le modèle de celui de Cheops est phénoménalement améliorée. Ainsi, si on mettait du blé dans d'immenses silos littéralement pyramidiques, cela serait idéal: le blé restera plus frais et ne pourrirait pas. (Pour de plus amples détails sur "PYRAMID POWER", consultez entre autres, de nombreux ouvrages sur le sujet: Psychic Discoveries Behind the Iron Curtain, de Sheila Ostrander et Lynn Schroeder et The Secret Forces of Pyramids, de Warren Smith, sont parmi les ouvrages les mieux documentés, selon mon opinion insignifiante.) Ma théorie sur comment l'énergie pyramidale fonctionne se base sur mon intuition très forte, laquelle me fait croire que le sommet pointu de la pyramide agit littéralement comme une antenne pour des ondes cosmiques quelconque. Et la forme pyramidale (je dis: côtés triangulaires) est la forme géométrique (le triangle) solide première. Et le chiffre TROIS est toujours, comme la force pyramidale semble me dire (mon intuition phantasmagorique farfelue encore!), et Pythagore, et la numérologie un chiffre TRES dynamique!

En guise de conclusion, je dois dire tout simplement que notre manque de clairvoyance nous fera souffrir une inflation alimentaire désespérante, une crise de famine assez répandue dans le monde, etc... Seulement les riches survivront. Car le temps devient de plus en plus urgent: c'est une question, littéralement, de VIE ou de mort, au niveau planétaire. Espérons que nos politiciens se réveilleront avant que le désastre arrive! (Plusieurs d'entre eux riaient des prédictions pré-1973 faits par certaines gens ré: le cartel universel et le contrôle arabe du pétrole. Ils ne ricanent plus maintenant!) Daniel Rhéaume.

UN PROFESSEUR L'AVOUE

Ceci pourrait être le reflet d'une situation que vous avez déjà vécue.

Bonjour! Mon nom est Ti-Oui Lècheboss. Je suis votre professeur de... pour ce semestre... La répartition des points se fera comme suit: deux examens de 20% chacun et des petits tests à toutes les semaines qui vaudront en tout 60%. Est-ce que ça satisfait tout l'monde?

(Ce à quoi la classe répondit oui.)

Quelques semaines plus tard, le même professeur est appelé au bureau du chef de département.)

-Que se passe-t-il dans ta classe, mon cher?

-Tout va bien monsieur. Les petits tests s'avèrent efficaces; la moyenne de la classe est de 75%. J'ai un excellent groupe d'étudiants!

- Un peu trop bon à mon avis. De quoi est-ce qu'on a l'air? Qu'est-ce qu'on va penser: qu'on donne des "bird courses"? Que n'importe quel idiot peut passer sans difficulté?

-On pourrait penser que mes élèves sont brillants; qu'ils connaissent bien le sujet, qu'ils étudient fort et méritent les notes qu'ils obtiennent.

- Tu te fais des illusions, mon cher! Tu es le seul dans le département, et je dirais même dans tout l'établissement, à avoir une moyenne si haute! Ça n'a pas de bon sens! Il faut que ça baisse. Arrange-toi comme tu veux; donne leur un test surprise, change les notes que tu as déjà, mais BAISSA TA MOYENNE DE CLASSE!!

Que penser dans des cas semblables? Qui est à blâmer? Quelles raisons poussent certains professeurs à faire "couler" quelques uns de leurs élèves? Quelle satisfaction cela leur donne-t-il? C'est à croire que, dans certains cas, ils ne sont pas heureux s'ils n'ont pas deux ou trois échecs à montrer en signes de trophées!

Pourquoi les étudiants devraient-ils être les victimes de gens sans scrupules, de gens frustrés comme ces professeurs?

Etant moi-même professeur, je ne peux pas admettre que de telles choses existent, et Dieu sait si ça existe! Je suis également étudiant à temps plein, du moins pour le moment et de telles choses me font peur. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je ne signe pas cet article, à cause de répercussions qui pourraient s'en suivre.

des étudiants. A cette fin, le Département a recueilli tous les travaux accomplis par les étudiants dans ce cours.

Présentement, le chef du Département rédige un rapport qui livrera les conclusions de l'enquête et suggérera les mesures à entreprendre pour répondre à la situation. Ce rapport sera remis sous peu à Madame G. Morcos, doyenne des Humanités, qui détient le pouvoir décisionnel dans une telle situation. Une fois la position du Département établie, les données du rapports pourront être divulguées aux étudiants concernés et aux intéressés de la communauté universitaire en général.

N'importe le dénouement de cette affaire, la décision des étudiants d'appuyer une cause juste par l'action ne leur aura pas causé d'ennuis sérieux. Grâce à leur expérience exemplaire, la peur des représailles n'est plus désormais une raison pour la soumission passive devant une situation qui exige l'engagement.

Normand Renaud

NOUVELLES HEURES DE BIBLIOTHEQUE

DU LUNDI AU JEUDI	8 30 A 24 00
VENDREDI	8 30 A 22 00
SAMEDI	9 30 A 20 00
DIMANCHE	10 00 A 23 30

REMARQUE

LA BIBLIOTHEQUE RAJOUTE DES HEURES SUPPLEMENTAIRES A SON HORAIRE MAIS SEUL LE REZ DE CHAUSSEE SERA OUVERT.

Cet article est tiré du journal "Le Calumet", Vol. I no. 5, le 9 décembre 74.

(Le "Calumet" était le journal étudiant de l'Université Laurentienne à cette époque.)

Seulement deux structures détiennent les pouvoirs décisionnel et exécutif à la Laurentienne. Bien sûr, il s'agit:

- du "Senate"
- du "Board of Governors"

Nous les francophones, n'avons aucune assurance, aucune garantie, au niveau de ces deux superstructures, de la représentativité francophone. Il n'y a jamais eu là-haut, une représentativité égale des deux ethnies (et c'est certain qu'il n'y en aura jamais.)

Ainsi, depuis les 10 dernières années, le fait francophone sur le campus a régressé, faute de manque de pouvoir politique. Et la loi de la majorité continue toujours de l'emporter!

L'an passé, le Comité des Affaires Francophones (C.A.F.), s'est formé après des années de luttes! Eh bien, ce comité est sans pouvoir décisionnel!

Allons-nous nous contenter encore longtemps d'un C.A.F. illusoire, impuissant? Allons-nous nous laisser mener encore longtemps par des dirigeants francophones aliénés (car eux croient qu'ils ont du pouvoir; mais ce pouvoir, c'est un pouvoir de répression, de la contes-

tation étudiante et professorale francophone - un pouvoir d'auto-destruction, et les autorités anglophones ne demandent pas mieux que la francophonie se détruise elle-même), et par des politiques illusoires de la part des anglophones?

L'autorité anglophone a déjà passé à l'action. Les membres de son Sénat viennent de voter une nouvelle structure administrativo-académique:

- un vice-recteur académique bilingue, qui ne représentera plus exclusivement la francophonie (c'est à peu près ce qui se produit présentement);
- deux nouveaux postes de doyens bilingues;
- ils ont aussi voté que les postes de présidents des écoles (6) soient unilingues, c'est-à-dire, anglophones (c'est une illusion car, 5 des directeurs actuels sont anglophones - et se sont fait voter leur permanence.)

En somme, le Sénat lui-même vient de voter une loi illégale qui va contre la politique de bi-linguisme (théorique) de la Laurentienne.

Quelle contradiction!

Il n'y a plus de doute que dorénavant, en tant qu'ethnie francophone,

- 1) NOUS NE POUVONS PLUS CONTINUER DE COLLABORER AVEC LE POUVOIR (QUE NOUS AVONS TOUT A PERDRE ET RIEN A GAGNER)
- 2) SI NOUS CONTINUONS CETTE POLITIQUE DE COLLABORATION, L'ETHNIE EST VOUEE A LA MORT, OU A L'EXIL (DANS CE CAS-CI, NOUS PREFERONS L'EXIL)
- 3) IL EST GRAND TEMPS DE CHOISIR UNE AUTRE TACTIQUE, -UNE ACTION RADICALE, REUNISSANT ETUDIANTS, PROFESSEURS ET ADMINISTRATEURS FRANCOPHONES.
- 4) L'ACTION NE DEVRA MENER QU'A UNE VICTOIRE TOTALE - OU A UN ECHEC TOTAL (CAR LA MEDIATION= COLLABORATION = MORT DE LA FRANCOPHONIE)

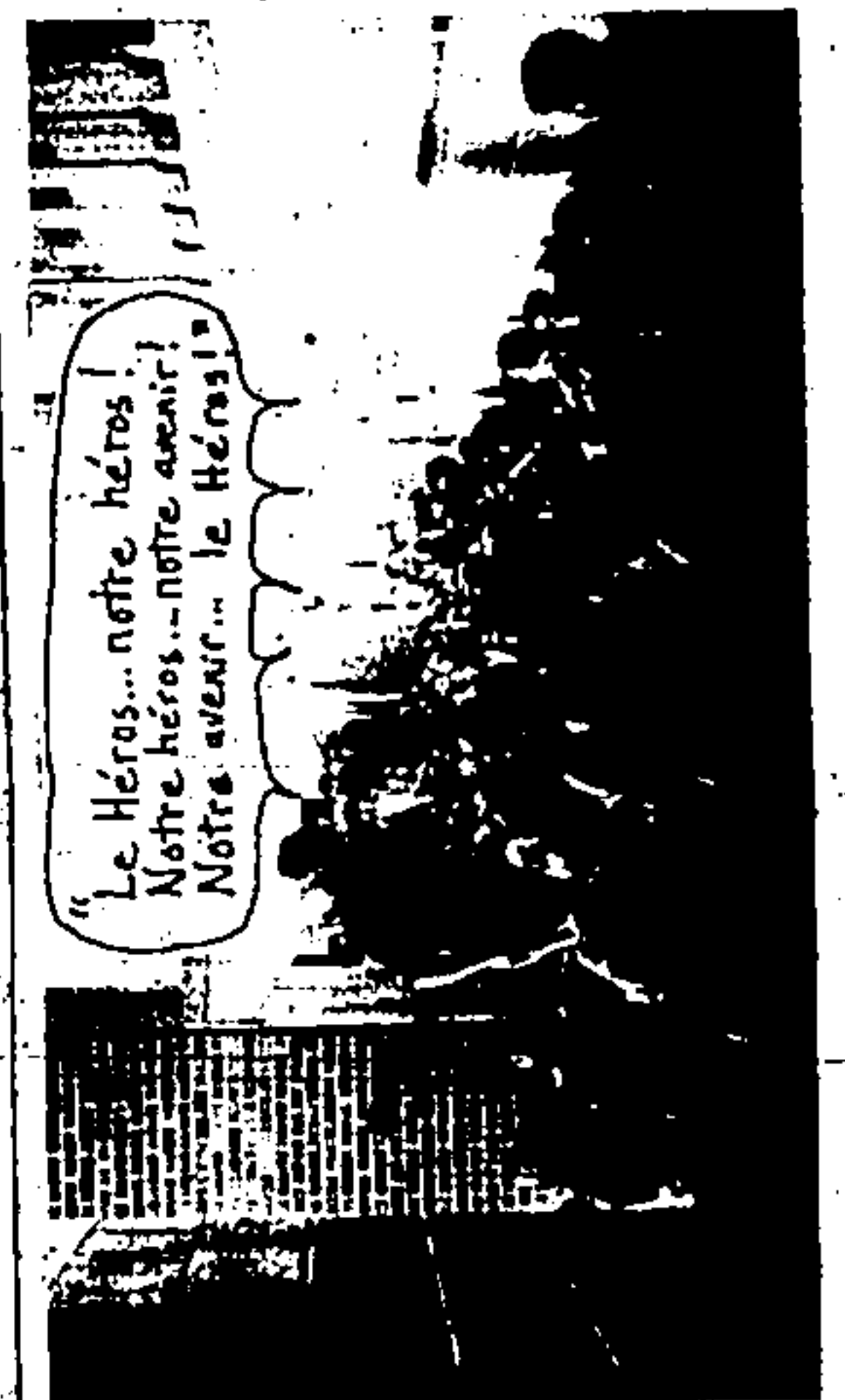
Le journal REACTION

Rédacteur en chef:
Normand Renaud

Typographie:
Raymonde Lavoie
Rachelle Banville

Mise en page:
Diane Bellavance
Jean-Yves Cayen
Lola Dubé
Yvon Gilbert
Yves Goulet
Claude Perreault
Marc Rémillard

Support moral:
Philippe Cauchy
Clément Vallières



A NOTER:

Le 7 février (lundi prochain) est la date limite pour la remise des articles pour le prochain numéro de REACTION. Les articles soumis doivent être tapés ou écrits très lisiblement, à double interligne. Remettez vos articles au local de REACTION (rue des étudiants), au Service d'Animation (1-218), ou aux bureaux de l'A.E.F. (rue des étudiants).

PHOTOS — COMMENTAIRES



(photo: Claude Perreault)

"NOUS AUTRES LES CANAYENS ON N'A PAS BEAUCOUP D'AMBITION
PEUT MEME DIRE QU'ON A PAS PAN TOUTE
NON C'EST PAS VRAI J'EXAGERE TOUT' L'TEMPS
PARCE QUE C'EST VRAI QU'UN CANAYEN FRANÇAIS ÇA LA UNE
AMBITION DANS VIE
QU'EST QUE CÉ L'AMBITION D'UN CANAYEN FRANÇAIS ?

!!!

BEN NON !

L'AMBITION D'UN CANAYEN FRANÇAIS ... QU'EST QUE CÉ ?

AVOIR UN CHAR...

AUSSITOT QU'UN CANAYEN FRANÇAIS A SON CHAR C'EST FINI

TOUTE EST PARFAIT

SA VIE EST FAITE..... "

YVON DESCHAMPS